

SCANDALE DES INVESTISSEMENTS DE L'ENPC DE SÉTIF

Six ans de prison
pour le P-dg du groupe

Reportée à trois reprises, l'affaire du scandale des investissements de l'ENPC a finalement connu son épilogue hier, avec l'annonce du verdict par le juge, M. Sekbadji.

Pour rappel, et selon l'arrêt de renvoi du juge d'instruction du tribunal de Sétif, daté du 8 décembre 2007, une enquête diligentée par la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale avait permis de mettre à nu les dessous de l'affaire des investissements réalisés au niveau des plus importantes filiales du groupe ENPC, à savoir les filiales Sofiplast (Sétif) et Soexplast (Médéa), les deux filiales constituant sur le plan économique la locomotive du groupe, puisqu'elles présentent plus de 63% des capacités du groupe, et devaient drainer avec elles les 14 autres filiales constituant le groupe vers la réussite ; malheureusement les investissements concrétisés avec des enveloppes fortes en devises n'ont pas généré les résultats, escomptés, et les travailleurs de cet important groupe restent confrontés à moult problèmes.

L'affaire en question remonte à 2002, quand le groupe avait décidé de réhabiliter ses filiales par des investissements appropriés, et sur la base du concours bancaire de la BEA d'un montant de 56,4

milliards porté plus tard par une rallonge à 76,4 milliards, représentant 85% de l'enveloppe, les 15% restants de l'enveloppe financés sur fonds propres des filiales.

Converti, ce montant donne la bagatelle somme en euros de 6,6 millions d'euros. Le dossier de réhabilitation des deux filiales avait été concrétisé par la signature de deux contrats pour l'achat des machines «imprimeuses» chez le fournisseur espagnol «Comexi», suivi de la signature de cinq avenants, seul le contrat de Sofiplast était conforme à la loi, le reste présente des irrégularités et des équivoques. L'affaire avec Comexi s'est élevée à 2 841 000 euros.

Le second cocontractant est la firme allemande «Windmoller» avec lequel les deux filiales avaient signé deux marchés et deux avenants pour la somme de 3 711 000 euros. L'expertise préliminaire, sollicitée par le parquet en juillet 2006, avait démontré la non-conformité réglementaire des projets et le non-respect de la loi et règlements régissant la passation des marchés, et avait déterminé un manque

à gagner minimum au Trésor public de 1 111 858 euros.

Sur ses bases, dix hauts cadres de l'ENPC ont été poursuivis devant le tribunal correctionnel pour passation de marchés non-conforme à la loi, dilapidation de deniers publics et abus de fonctions.

Lors de l'audience, appelé à la barre, le P-dg du groupe (M. Samai Belgacem) plaide non coupable et réfute l'accusation de complicité à la passation des marchés et d'abus de fonctions, arguant que les filiales étaient autonomes et qu'elles n'étaient pas contraintes d'appliquer les dispositions régissant les marchés publics, et que le choix des fournisseurs était dicté par des impératifs technologiques.

Quant à la question relative à l'utilisation des fins personnelles des biens sociaux de l'entreprise, notamment l'affaire de l'étanchéité, le P-dg ne savait quoi répondre. Pour sa part, M. Doudou Ali (ex-DG de Sofiplast) a contesté les faits et réfuté avoir fait un désistement de son poste. Il confirmera qu'il avait été évincé de son poste arbitrairement par le premier responsable du groupe, en lieu et place de son PCA (M. Zehar). Quant au voyage qu'il avait effectué

en Allemagne, en compagnie du P-dg du groupe et du P-dg de la filiale Sofiplast (M. Aliik Mohamed) pour négocier l'aspect technique des contrats signés antérieurement, il a affirmé qu'il ignorait totalement que les marchés étaient déjà signés, car ceux-ci ont été menés dans la plus grande discrétion, et qualifie l'acte de transgression de la loi.

Lui succédant à la barre, M. Aliik (P-dg de Sofiplast) a avancé le fait qu'à la prise de ses fonctions à la tête de la filiale, il ignorait totalement l'accord de principe donné par M. Doudou au soumissionnaire «Kuhne» relatif à sa réussite à la compétition, son revirement vers la firme Windmoller était, d'après lui, purement technique.

M. Souici Abdelmalek (P-dg de Soexplast) a confirmé pour sa part que c'est le groupe qui avait pris la décision de jumelage des projets, par lettre du 16 avril 2002, rédigée par l'accusé M. Djerboua Mustapha (Ex-Directeur central technique), et qu'il avait signé les marchés parce que M. Boukhannouf (Secrétaire général du groupe et membre du Conseil d'administration) l'avait mis en confiance.

Le juge appela ensuite à la barre le principal témoin à

charge M. Habache Mohamed, assistant contrôleur de gestion à Sofiplast, qui confirma avoir été l'un des dénonciateurs de cette lugubre affaire.

Ce dernier aborde le sujet par le fait qu'il existe d'autres coupables qui, malheureusement n'ont pas été dévoilés lors de l'instruction, et raconte comment l'affaire a été mise à nu grâce à la coopération de certains cadres parmi les accusés, puis démontre au juge comment M. Samai (P-dg du groupe) avait morcelé les phases de réalisation des projets, que ce soit sur le plan horizontal ou vertical par une gestion désordonnée des ressources humaines ayant touché les organes de gestion des filiales, et ce, pour couper l'information et la traçabilité du dossier, sans pour autant assurer le rôle dévolu au groupe.

M. Habache, dans un langage financier, entreprend de démontrer que le projet en question a été improvisé et que les résultats réalisés ne sont que la conséquence de décisions hasardeuses et non étudiées ; M. Habache apporte la preuve du fait qu'il y avait des négociations parallèles engagées par le P-dg du groupe, alors le travail des commissions avait porté le choix vers le four-

nisseur Kuhne. A la question du juge relative au déplacement du P-dg de la filiale Sofiplast (M. Aliik Mohamed) entre le 9 et 14 décembre 2002, ayant engendré la signature d'avenants, M. Habache Mohamed, à partir de documents, explique au juge que c'est M. Merouani Hacène (Directeur technique de Sofiplast) qui est à l'origine des deux avenants, sans que ceux-ci passent par les organes de contrôle dûment habilités.

Prenant la parole, le procureur de la République a, dans un long réquisitoire, dressé le cumul d'infraction à la loi, constaté dans le déroulement des chapitres de l'investissement, et requis 10 années de prison ferme et une amende de un million de dinars à l'encontre de tous les accusés.

Après délibération, le juge a condamné B. Samai, président-directeur général du groupe à 6 ans de prison, M. A. Souici, ex-P-dg de Soexplast (Médéa) à la même peine, tandis que M. Aliik ex-P-dg de Sofiplast (Sétif) a écopé de 8 ans de prison. Aussi, le tribunal a condamné les trois accusés à verser chacun un million de dinars de dommages. Les sept autres prévenus, ont bénéficié de l'acquittement.

Imed Sellami

LA GENDARMERIE RÉUSSIT À DÉMANTELER LE RÉSEAU EN QUELQUES JOURS

Une fille fugueuse violée
par dix jeunes

B. K., une jeune adolescente de 17 ans, native de Larbaâ, n'est pas près d'oublier le cauchemar vécu il y a quelques jours au niveau de la localité de Beni-Messous.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Acte un : son «voyage» sur Alger, «pour rendre visite à mon oncle» a pris une autre destination en l'espace d'une rencontre avec M. S. dans le bus qui les transportait de Bouzaréah vers Beni-Messous. Ce dernier «travaille» la jeune adolescente et réussit à la «détourner» vers un endroit peu habité. Le «couple» atterrit dans une maison de fortune construite sur un lit d'oued situé au niveau de ladite localité. Acte deux : M. S., un repris de justice voulant coûte que coûte réussir son coup promet monts et merveilles à B. K. Le mariage en point de mire. La jeune

adolescente, sous «pression familiale» et à la recherche d'un environnement social meilleur, croule sous les promesses de son «demandeur». Elle accepte de passer la nuit avec lui.

Acte trois : coup de théâtre, le jeune garçon sous l'effet de la drogue et de l'alcool fait appel à ses amis. Ces derniers, au nombre de neuf et habitant dans les alentours, atterrissent chez lui. Le cauchemar commence pour B. K.

Les dix garçons dont l'âge varie entre 20 et 23 ans passent à l'acte. Début de l'horreur. Les dix garçons abusent tour à tour de la jeune adolescente. Le cauchemar dure toute la

nuit et la partie de «plaisir» ne prend fin que tard dans la nuit. Le scandale a été mis à nu par les éléments de la brigade de gendarmerie de Beni-Messous. Selon le chef de la compagnie de Bouzaréah, le commandant Berrahal, «l'enquête a été diligentée suite à un dépôt de plainte effectuée par le père de la victime pour viol contre sa fille âgée de 17 ans».

Les investigations menées par les éléments de la brigade de gendarmerie de Beni-Messous remontent à l'origine de l'affaire. «Le témoignage de la victime a énormément aidé nos enquêteurs pour débusquer les violeurs. Dans un premier temps, nous avons mis hors état de nuire six personnes qui ont reconnu leur forfait.

Ces derniers citent les

noms des quatre autres personnes qui, à leur tour, ont reconnu également leur forfait.

En l'espace de quelques jours, tous les éléments du groupe ont été arrêtés», explique M. Berrahal. L'assistante-psychologue de la Gendarmerie nationale qui a aussitôt prit attache avec la victime dira que cette dernière est «très agitée socialement». Selon Boukaoula Zohra, «B. K. en

prenant la direction d'Alger était en situation de fugue. Une troisième du genre en moins de dix années». Selon notre interlocutrice, la première fugue de B. K. remonte à l'âge de huit ans.

«C'est sa situation familiale qui était à l'origine du malheur de la jeune adolescente.

Agressée verbalement et parfois physiquement, B. K. vivait une situation délicate au sein de sa famille

qui réside près de la localité de Larbaâ. Le refus de ses parents de la laisser poursuivre ses études a provoqué chez l'adolescente une frustration vite transformée en confrontation», explique la psychologue.

Résultat : la jeune adolescente décide de quitter la maison de ses parents pour tomber quelques kilomètres plus loin entre les mains de dix bourreaux.

A. B.

TIZI-OUZOU

Un garde communal se suicide à Akbil

Les services de sécurité de la daïra de Ain El Hammam, à une cinquantaine de kilomètres au sud-est de Tizi-Ouzou, ont ouvert, hier, une enquête pour déterminer les circonstances exactes de la mort d'un garde communal du détachement d'Akbil, sis à une dizaine de kilomètres au sud du

chef-lieu de daïra. Selon les premiers éléments d'information, cet auxiliaire des services de sécurité, âgé de 41 ans, se serait donné la mort dans l'enceinte de son détachement, à l'aide de son arme, un Seminov, aux premières heures de la matinée d'hier.

A. M.